



Géorgie Entre mensonges et révolte *Page A 2 et A 3*



Culture Devenir femme en faisant rire *Page E 1*



COP21 Un an plus tard, le défi reste entier *Page B 1*

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CVII N° 252

LE DEVOIR, LES SAMEDI 5 ET DIMANCHE 6 NOVEMBRE 2016

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

À L'ÉCOLE DE LA DIFFÉRENCE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Entre l'ombre et la lumière. Pour les enfants autistes atteints de déficience intellectuelle, apprendre est un combat de tous les instants. De petits miracles — comme ce moment passé sous la douche pour William — ponctuent le quotidien de ces élèves hors norme et de leurs professeurs uniques. Un photo-reportage de Jacques Nadeau et Jessica Nadeau. *Page A 4 et A 5*

Profession, conseiller en marijuana

Une entreprise agit comme intermédiaire entre les vétérans, les médecins et les producteurs de « pot »

MARIE VASTEL
Correspondante parlementaire à Ottawa

Estimant qu'il n'y a rien de mieux que le cannabis pour soulager les vétérans souffrant de stress post-traumatique, un ancien combattant dirige ses frères d'armes vers des médecins qui leur prescriront la solution. Le tout en échange d'une prime... versée par les producteurs de marijuana médicale. Certains médecins profiteraient de bonis semblables. Bien que ces informations circulent depuis plus d'un an, Santé Canada n'est pas intervenu.

Ce sont les producteurs de marijuana qui rétribuent l'entreprise de Fabian Henry

Le groupe Marijuana for Trauma ne cesse d'agrandir ses activités depuis que son fondateur, Fabian Henry, a lancé son projet au Nouveau-Brunswick il y a trois ans. Cet ancien combattant de la guerre en Afghanistan compte maintenant 12 centres répartis dans les Maritimes, en Ontario, en Alberta, de même qu'au Québec. Une succursale a pignon sur rue à Saint-Jean-sur-Richelieu et Fabian Henry prévoit en ouvrant une autre près de la base de Valcartier.

L'entreprise accueille les vétérans, leur offre des conseils pour gérer les douleurs physiques et émotives de la guerre et leur recommande

VOIR PAGE A 10 : MARIJUANA

À VOS MONTRES !



Remonter le temps, une heure à la fois. Le moment est venu de revenir à l'heure normale en reculant montres et horloges d'une heure à 2 h la nuit prochaine.



Avis légaux..... C 4
Carrières..... C 5
Décès..... C 8
Mots croisés..... D 4
Petites annonces..... C 8
Sudoku..... D 4

MBAM, un musée singulier

Le Musée des beaux-arts de Montréal inaugure le pavillon pour la Paix, tout beau tout chic

Inauguré vendredi en présence du premier ministre Philippe Couillard et du maire Denis Coderre, le pavillon pour la Paix, cinquième bâtiment du Musée des beaux-arts de Montréal, ne sera livré que dans deux semaines au public. Les médias, dont *Le Devoir*, y ont eu accès.

JÉRÔME DELGADO

Rue Bishop, la course contre la montre semble avoir été gagnée. Promis pour être livré avant 2017, le pavillon pour la Paix Michal et Renata Hornstein est prêt à accueillir les visiteurs du Musée des beaux-arts de Montréal.

Fort de ses 750 œuvres historiques sur quatre étages, de ses deux niveaux voués à

l'éducation et à l'art-thérapie et de son « sentier de la paix » — un parcours d'art contemporain faisant le pont entre tout ça —, le cinquième bâtiment du « campus muséal », comme aime le dire la directrice du MBAM, Nathalie Bondil, animera comme prévu le 375^e anniversaire de Montréal.

Conçu par un consortium formé d'Atelier TAG et de Jodoin Lamarre Pratte Architectes, le pavillon de la Paix abrite la collection d'art dite in-

ternationale, couvrant des siècles de peinture (surtout, mais pas seulement) du Moyen Âge aux années 2000. Il honore la mémoire de Michal et Renata Hornstein, décédés en 2016.

Lors de la cérémonie d'inauguration, Philippe Couillard a estimé qu'il « est important de se montrer fiers collectivement avec [ce type] de projet culturel ». Il faut rappeler que la considérable contribution financière de Québec — 18,5 millions sur les 25,5 millions qu'aura coûtés l'édifice — s'inscrit comme un legs du 375^e.

Pour sa part, Denis Coderre a signalé que le MBAM per-

VOIR PAGE A 10 : MUSÉE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Nathalie Bondil, directrice du MBAM

Stores de Qualité
INSTALLATION GARANTIE



FABRIQUÉ AU QUÉBEC
SUR MESURE
ESTIMATION GRATUITE
1 855 770-8677

OPAQUES SOLAIRES TRANSLUCIDES
MOTORISATION DISPONIBLE



TOILES À ROULEAUX • PANNEAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES VOILAGE • STORES ROMAINS
STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES VERTICAUX

Jusqu'à **50%** de rabais ou **INSTALLATION GRATUITE**



QUÉBEC 418-654-8677
LÉVIS 418-654-8677
TROIS-RIVIÈRES 819-696-8677
MONTRÉAL 514-231-8677
LAVAL 450-627-3716
LONGUEUIL 450-445-9829

Claude Bouchard

Québec, Lévis, Montréal, Trois-Rivières, Repentigny, Laval, Boisbriand, Mont-Tremblant, Longueuil, Beloeil, Magog

ÉLECTIONS

L'art de la fausseté selon Donald Trump

PAUL CAUCHON

Deux pages pleines. C'était la compilation, réalisée par le *New York Times* le 23 octobre dernier, des centaines de tweets agressifs et mensongers proférés par Donald Trump depuis le début de la campagne électorale américaine, auprès de 282 personnes et institutions différentes.

Pour tenter de comprendre le phénomène Trump les médias sortent leur calculatrice. En octobre, le site PolitiFact avait calculé que 71% de 300 déclarations dites « d'importance » étaient complètement ou à peu près fausses, et 14% « à moitié vraies ». La liste inclut les mensonges évidents, les statistiques erronées, les attaques biaisées contre des opposants et les exagérations de ses propres réussites.

Daniel Dale, lui, est encore plus minutieux. Correspondant du *Toronto Star* à Washington, il publie une compilation quotidienne de tous les mensonges proférés par Donald Trump.

« Je me suis lancé là-dedans tout simplement parce que personne ne le faisait systématiquement, raconte-t-il au *Devoir*. Il y a d'excellents "fact checkers" aux États-Unis, mais ils se concentraient sur quelques affirmations mensongères, en ignorant d'autres. Je crois que si un candidat raconte 15 mensonges par jour, la fréquence des mensonges est, en soi, une histoire journalistique ».

Selon Daniel Dale, Donald Trump a atteint un sommet le 24 octobre, avec 37 mensonges différents dans la même journée... A titre d'exemple, pour fustiger les

positions de Hillary Clinton sur l'avortement il a soutenu ce jour-là qu'on pouvait retirer le bébé la veille de la naissance (aucun médecin ne ferait ça), et il a déclaré que les États-Unis connaissaient le plus haut taux de meurtre depuis 45 ans (ce qui est faux selon toutes les statistiques officielles).

Daniel Dale précise qu'il a aussi relevé des mensonges chez Hillary Clinton, mais à un niveau beaucoup moins élevé.

Comment peut-on mentir autant et atteindre quand même les plus hauts sommets?

Le politologue français, chroniqueur et essayiste Thomas Guénolé avait publié en 2014 *Petit guide du mensonge en politique*.

Bien sûr, les politiciens mentent souvent, dit-il. « Comme l'ont relevé de nombreux médias de fact checking, Nicolas Sarkozy exprime très abondamment des constats parfaitement faux sur l'état du pays, sur le bilan de ses adversaires, ou encore sur le sien. Cependant, les proportions sont très éloignées de celles prises par les mensonges de Donald Trump. Trump a atteint un tel niveau de déclarations fausses qu'il ne reste que deux hypothèses possibles: soit c'est un démagogue d'un cynisme terrifiant, soit c'est un mythomane. »

Angoisse et peur
En octobre, un rapport du Southern Poverty Law Center soutenait que la campagne de Trump « provoquait un niveau alarmant d'anxiété et de peur chez les enfants d'immigrés et de couleur, et rallume les tensions raciales dans les classes ».

Donc, Trump aurait libéré



MANDEL NGAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Depuis le début de la campagne, les déclarations-chocs de M. Trump ont fait sa renommée. Mais une grande proportion de ses dires s'est révélée fausse ou encore teintée de désinformation.

une parole taboue?

Frédéric Gagnon, directeur de l'Observatoire des États-Unis à l'UQAM, remarque que « Trump autorise des groupes à faire entendre des propos qu'on n'entendait pas. Ses partisans savent qu'il exagère, mais ils en ont tellement contre la classe politique que ça passe. On a rarement vu ça ».

« Je ne pense pas que Donald Trump ait libéré une parole qui aurait été jusque-là taboue, nuance Thomas Gué-

nolé. Les discours de haine envers les minorités existaient déjà dans tout un pan de la droite états-unienne depuis des décennies. Ce qu'il a fait, c'est plutôt la débrider, c'est-à-dire exprimer cette haine des minorités dans toute sa brutalité, sans les habituelles périphrases de la droite dure "bon teint". Il existe

aux États-Unis une composante de l'électorat qui éprouve de la haine, il n'y a pas d'autre mot, envers les minorités: les Afro-américains, les Latinos, les Américains de confession

musulmane, les LGBT, et ainsi de suite ».

Plusieurs médias font du fact checking (vérification des faits) systématique des propos prononcés autant par Trump que par Clinton. Mais ce travail journalistique ne semble pas émouvoir leurs partisans respectifs. Est-ce un signe de la perte de confiance envers les médias? A la fin octobre, un sondage Gallup révélait que jamais la confiance des Américains envers leurs médias n'avait été aussi basse — seulement 32% des personnes sondées disaient avoir grandement ou assez confiance en leurs médias.

« Il y a un dialogue de sourds

aux États-Unis, une polarisation importante, explique Frédéric Gagnon. Les gens se limitent à lire et regarder les médias qui leur ressemblent. À gauche, on a accusé les médias de jouer le jeu de l'establishment en n'accordant pas assez d'importance à Bernie Sanders. De l'autre côté, les partisans de Trump sont convaincus que les médias sont de connivence avec les démocrates ».

« C'est un problème de croyance, ajoute Thomas Guénolé. Le plus souvent, lorsque vous êtes partisan d'une offre politique, que ce soit un parti ou un candidat, vous avez la foi. Donc, quand quelqu'un essaye de convaincre un partisan de Donald Trump que son champion dit des choses factuellement fausses 7 fois sur 10, l'exercice est aussi vain que d'essayer de convaincre un catholique ardent qu'en fait Dieu n'existerait pas. »

Donc, on pourrait mentir sans problème dans cette campagne?

« Le succès de Donald Trump est une conséquence, un symptôme, de la dérive hystérique et sensationnaliste du système médiatique des États-Unis, fait valoir Thomas Guénolé. Lorsque, pendant des années, vous cherchez à maximiser votre auditoire avec du trash, du gore, des débats qui tournent au ring de catch entre des intervenants caricaturaux, du buzz sur la moindre provocation d'untel ou untel, et une absence globale de fact checking sur le vif quand un politicien dit quelque chose de complètement faux, cela donne, au bout du compte, Donald Trump vainqueur des primaires du Parti républicain. »

« Les vrais partisans ne veulent pas entendre dire que leur favori ment, conclut Daniel Dale. Mais cette élection est très serrée, alors si la vérification des faits peut influencer 5% de la population, ça peut faire une différence... »

Le Devoir



ÉLECTIONS AMÉRICAINES 2016

À travers le fiel, les promesses

La course de 2016 aura été marquée davantage par les scandales, les déclarations rocambolesques et les attaques personnelles que par les plateformes des deux principaux candidats à la Maison-Blanche. *Le Devoir* résume ici les principaux engagements.

Le clan Trump



Taxes et impôts

promet de réduire le nombre de tranches d'imposition en le faisant passer de sept à trois;
de couper les impôts sur les sociétés en les faisant passer de 35% à 15%;
d'éliminer les taxes foncières;

Économie

promet de créer 25 millions d'emplois d'ici les dix prochaines années en mettant en avant des mesures protectionnistes, en investissant dans les infrastructures et en s'attaquant au déficit commercial;

de développer la production d'énergies fossiles à l'échelle du pays;

Immigration

promet de construire un mur de 3200 kilomètres sur la frontière américano-mexicaine;
de durcir les lois et règlements sur l'immigration et la déportation d'immigrants illégaux;
d'abaisser les seuils d'immigration actuellement en vigueur;

Affaires étrangères

promet de réchauffer les relations américaines avec la Russie de Vladimir Poutine afin d'accroître la sécurité du pays;
de systématiquement faire primer les intérêts américains en politique étrangère;
d'éradiquer le groupe État islamique, et envisage de déployer des troupes au sol;

Loi et ordre

promet d'augmenter les pouvoirs des forces policières, ce qui leur permettrait d'user plus facilement de la force et de pratiquer le profilage;
de protéger le droit de circuler librement avec des armes à feu;

Climat

promet de couper dans le financement des programmes et organismes luttant contre le changement climatique, comme l'Environmental Protection Agency;
de mettre la hache dans l'accord de Paris et tous les autres accords relatifs à l'environnement, pour prétexte que « les changements climatiques n'existent pas »;

Droits de la mère et de la petite enfance

promet d'instaurer un congé de maternité (mais pas de paternité) payé de six semaines.

Le clan Clinton



Taxes et impôts

promet d'imposer davantage les plus riches, notamment avec une « surimposition » de 4% pour les foyers gagnant plus de 5 millions qui servirait en retour à financer l'accès à l'université gratuite pour les Américains les plus pauvres;
de mettre fin à diverses échappatoires dont profitent les mieux nantis;

Économie

promet de créer 10 millions d'emplois en investissant dans le secteur manufacturier de pointe, la technologie, l'énergie renouvelable et les petites entreprises, de même que la forma-

tion professionnelle;

Même si elle s'est déjà montrée très favorable au Partenariat transpacifique, M^{me} Clinton a depuis retiré son appui à cet accord;

Immigration

promet de poursuivre l'initiative du président Obama, qui a permis à plusieurs immigrants non documentés et à leurs familles d'accéder à la résidence permanente;
veut faire passer le nombre de réfugiés syriens accueillis annuellement de 10 000 à 65 000;

Affaires étrangères

promet de jouer un rôle bien plus actif dans la lutte contre le groupe État islamique, notamment en armant les rebelles syriens, et de poursuivre la présence américaine en Afghanistan;

Loi et ordre

s'oppose aux peines minimales;
souhaite que les personnes condamnées pour des crimes non violents liés à la drogue bénéficient de programmes de réinsertion plutôt que de prison ferme;
veut interdire les armes d'assaut et imposer des vérifications plus strictes lors de l'achat;

Climat

s'oppose à un moratoire sur l'extraction du gaz de schiste, mais souhaite imposer des règles plus strictes au sein de l'industrie énergétique;

Droits de la mère et petite enfance

s'engage à ce que les familles ne dépensent pas plus de 10% de leurs revenus en frais de garderie et souhaite créer des maternelles quatre ans à l'échelle du pays.

LE 8 NOVEMBRE,
SUIVEZ EN DIRECT SUR LE WEB
LA COUVERTURE DE L'ÉLECTION.
ledevoir.com



ÉLECTIONS AMÉRICAINES 2016

LE DEVOIR
LIBRE DE PENSER

AMÉRICAINES



BRANDEN CAMP ASSOCIATED PRESS

Le mouvement Black Lives Matter d'Atlanta a tenu une manifestation en septembre dernier devant le Lenox Square Mall, en réaction aux meurtres par des policiers blancs de Terence Crutcher à Tulsa, en Oklahoma, et de Keith Lamont Scott à Charlotte, en Caroline du Nord.

LE DEVOIR EN GÉORGIE

Au cœur de la révolte des Noirs

Les militants pour l'égalité attendent toujours la société postraciale

MARCO FORTIER

à Atlanta

Nous sommes en plein «berceau des droits civiques». Martin Luther King a lancé ici, dans le quartier Sweet Auburn d'Atlanta, le vaste mouvement pour les droits des Noirs qui allait transformer l'Amérique. Un million de personnes viennent chaque année se recueillir sur la tombe du célèbre pasteur et de sa femme, Coretta Scott King.

Près de 50 ans après son assassinat, King reste un héros à Atlanta. Sa lutte non violente pour les droits civiques inspire encore les dirigeants politiques et les citoyens, dans cette ville peuplée d'une majorité de Noirs.

«Tôt le matin ou en fin de journée, quand je marche ici, je sens sa présence», dit Judy Forte, gestionnaire du Lieu historique national nommé en l'honneur de Martin Luther King.

L'église baptiste Ebenezer, où King et son père ont galvanisé les foules, a été transformée en musée. Une grande église toute neuve accueille désormais les fidèles de l'autre côté de la rue. Un vaste complexe abrite la tombe du héros et de sa femme, une bibliothèque et des expositions. Des haut-parleurs diffusent en boucle des extraits de discours de Martin Luther King, dont le célèbre «I have a dream», livré le 28 août 1963 à Washington.

Sweet Auburn fut jadis le «quartier noir le plus prospère du monde». Un quartier noir, au temps de la ségrégation, c'était un quartier où les Afro-Américains vivaient littéralement confinés. Ces citoyens de seconde classe avaient leurs propres écoles, leurs propres hôpitaux, leurs autobus, leurs salons de coiffure...

Ironiquement, en faisant adopter la Loi sur les droits civiques et la Loi sur les droits électoraux, en 1964 et en 1965, King a sonné le glas de son quartier. À la fin de la ségrégation, les Noirs se sont dispersés partout en ville. Aujourd'hui, deux commerces subsistent dans cette section de l'avenue Auburn: des salons funéraires...

Dès qu'on quitte le parc historique Martin Luther King, les rues se vident. Les rares âmes qui déambulent autour sont de pauvres Noirs qui parlent tout seuls, le regard vide, parfois en poussant un chariot d'épicerie qui rassemble toutes leurs possessions.

Exaspération tranquille

Ici comme ailleurs, la colère gronde dans la communauté noire. La remontée de Donald Trump dans les sondages, à trois jours du scrutin présidentiel, suscite une énorme crainte dans la ville qui a vu naître le mouvement pour

le droit à l'égalité. Mais au-delà de ce hoquet de l'actualité, c'est le racisme, la violence et les inégalités chroniques qui alimentent l'inquiétude des Afro-Américains.

Le mouvement Black Lives Matter a ouvert une section fort active à Atlanta. Ces activistes ont le sens de l'humour: quand on cherche leur adresse sur Google, on arrive dans un parc du centre-ville où les sans-abri (tous des Noirs, évidemment) viennent passer le temps...

«Atlanta est soi-disant une Mecque des droits civiques depuis la fin de la ségrégation. Il y a eu bien sûr des progrès réels, mais cette réputation internationale découle d'une mise en marché du rêve de Martin Luther King», affirme l'historien Maurice J. Hobson, rencontré au Département d'études afro-américaines de l'Université d'État de Géorgie (UEG).

Cet intellectuel de 40 ans s'apprete à publier *La légende de la Mecque des Noirs*, un essai sur la commercialisation d'Atlanta en tant que «terre promise des droits civiques». Une savante opération de marketing a notamment mené à la tenue des Jeux olympiques de 1996 à Atlanta, selon le chercheur.

«Le maire de l'époque a compris que la tolérance est bonne pour les affaires. Plutôt que d'être raciste, il a décidé d'être un modéré. Il a mis en marché Atlanta comme une entité distincte d'autres villes du Sud, comme Birmingham, Montgomery, La Nouvelle-Orléans, Little Rock ou Greensboro», dit-il.

Suprématie blanche

Maurice J. Hobson est fâché. Oui, une classe moyenne prospère a émergé au sein de la communauté noire d'Atlanta — et partout en Amérique, en fait. Une simple visite à l'Université d'État de Géorgie, au centre d'Atlanta, suffit pour s'en rendre compte: cette classe moyenne afro-américaine est éduquée. Les Noirs d'Atlanta ont aussi acquis un pouvoir politique considérable depuis l'élection du premier maire afro-américain du Sud, Maynard Jackson, en 1973.

Encore une fois, comme toujours en politique américaine, il y a un mais. Mais la pauvreté des Noirs. Mais la violence policière. Mais le racisme... «L'élection de Barack Obama devait mener à une société post-raciale. Ce n'est absolument pas arrivé. On vit encore dans un système de suprématie blanche», dit Maurice J. Hobson.

Son collègue Michael Simanga est encore plus fâché. Loin d'apaiser les tensions, l'élection du premier président noir a stimulé le racisme, selon lui. Ce professeur de 62 ans est un oiseau

rare. Il a travaillé comme soudeur et organisateur syndical dans l'industrie automobile de Detroit. Comme des milliers d'autres ouvriers, il a perdu son emploi au milieu des années 1990. Simanga est retourné sur les bancs d'école et a obtenu un doctorat à 50 ans. Il enseigne maintenant à l'université.

Il a un profond respect pour Martin Luther King, mais son idole est Malcolm X, leader radical converti à l'islam. «Il était parmi les plus pauvres des plus pauvres. Il n'avait pas d'éducation, son père a été tué, il a été élevé en famille d'accueil, il était un jeune délinquant, il est devenu un criminel, il était violent, drogué, et il est devenu une des figures les plus marquantes du XX^e siècle!» raconte Michael Simanga.

Vivement la révolte

Les États-Unis ont besoin de radicaux progressistes pour affronter les radicaux comme Donald Trump, estime le professeur. «Le Parti républicain manque de respect depuis le début envers le président Obama. Ce parti est devenu raciste et a attiré des suprémacistes blancs. Ces gens n'ont jamais considéré Obama comme légitime tout simplement parce qu'il est noir», affirme-t-il.

Un demi-siècle après la fin de la ségrégation, les institutions américaines restent contaminées par le racisme, déplore Michael Simanga. Les minorités sont considérées comme des citoyens de seconde classe même si leurs droits sont reconnus par la Constitution.

«Les enfants de race noire sont plus susceptibles de se faire suspendre ou expulser de leur école à tous les niveaux, de la maternelle jusqu'à l'université. Les Noirs sont plus susceptibles de se faire arrêter par la police, de se faire accuser et condamner, et les sentences sont plus sévères pour les Noirs que pour les Blancs pour des délits comparables. Les statistiques démontrent tout cela», rappelle Michael Simanga.

Qu'il accède ou non à la Maison-Blanche, Donald Trump a causé un tort considérable à toutes les minorités, selon lui. «Les racistes ont un porte-parole à l'échelon politique le plus élevé.»

Si Hillary Clinton gagne, Michael Simanga et Maurice J. Hobson sont convaincus que des révoltes isolées de suprémacistes blancs peuvent survenir dans le sud et l'ouest des États-Unis. Ils vont même jusqu'à souhaiter une forme de chaos pour crever l'abcès du racisme et des inégalités. «Les progressistes vont gagner. Historiquement, les États-Unis sont au mieux quand ils mettent en avant les idéaux d'inclusion.»

Le Devoir

Trois questions à trois experts

Quel bilan pour la campagne de Donald Trump?

«Donald Trump est la résultante de 30 années de populisme au Parti républicain; 30 années d'usage, d'instrumentalisation d'une droite extrême, de gens en colère, de ces fameux "hommes blancs en colère". On les a utilisés, instrumentalisés à travers les guerres culturelles, à travers des questions autour du mariage gai. Donc, tous ces éléments-là se sont agrégés et ont fini par exploser entre les mains mêmes de son créateur. [Donald Trump], c'est le Frankenstein du Parti républicain.»

— Elisabeth Vallet, professeure associée à la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM

Quel bilan pour la campagne d'Hillary Clinton?

«Il y avait déjà cette impression-là auprès de l'électorat, qui la poursuivait depuis le début, c'est-à-dire que c'était une insider. Elle représente l'establishment politique, le centre, la stabilité aussi, en quelque sorte. M^{me} Clinton, depuis le début de sa carrière politique, n'est pas là nécessairement pour bouleverser la vie politique américaine en prenant des positions qui sont trop extrêmes, qui sont trop à gauche. C'est quelqu'un qui gouverne au centre et qui est à l'aise avec ça. Et on a vu que, même si c'est une candidature qui est assez rodée et que c'est une personne qui est éminemment compétente, la colère et le ressentiment de l'électorat ont fait en sorte que ça a été plus difficile et plus pénible que prévu.»

— Philippe Fournier, chargé de cours à l'Université de Montréal et chercheur au CERUM

Quel bilan pour la démocratie américaine?

«C'est un bilan assez sombre. Nos collègues américains [...] nous disent: je suis un petit peu gêné dans les circonstances. [...] Michelle Obama le disait lors de la convention démocrate: est-ce que M. Trump est un exemple pour nos enfants? De l'entendre parler des femmes ainsi, est-ce que ça brosse un portrait positif de ce qu'est notre société? La réponse, c'est non. [...] Il y a eu beaucoup de gens très déçus du fait que Bernie Sanders n'a pas gagné les primaires démocrates. On le voit, c'est une espèce de concours d'impopularité en ce moment et, d'ailleurs, ça pourrait avoir un effet sur le taux de participation le 8 novembre. [...] Mais on sent du cynisme, un certain désintérêt.»

— Frédérick Gagnon, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM

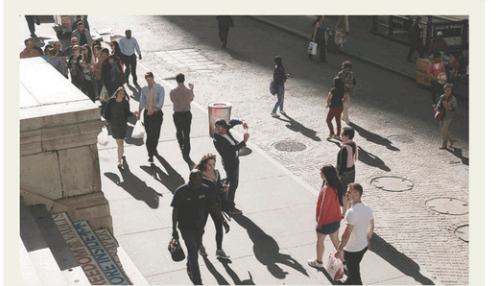
Quel bilan pour la démocratie américaine?

«C'est un bilan assez sombre. Nos collègues américains [...] nous disent: je suis un petit peu gêné dans les circonstances. [...] Michelle Obama le disait lors de la convention démocrate: est-ce que M. Trump est un exemple pour nos enfants? De l'entendre parler des femmes ainsi, est-ce que ça brosse un portrait positif de ce qu'est notre société? La réponse, c'est non. [...] Il y a eu beaucoup de gens très déçus du fait que Bernie Sanders n'a pas gagné les primaires démocrates. On le voit, c'est une espèce de concours d'impopularité en ce moment et, d'ailleurs, ça pourrait avoir un effet sur le taux de participation le 8 novembre. [...] Mais on sent du cynisme, un certain désintérêt.»

— Frédérick Gagnon, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM

«C'est un bilan assez sombre. Nos collègues américains [...] nous disent: je suis un petit peu gêné dans les circonstances. [...] Michelle Obama le disait lors de la convention démocrate: est-ce que M. Trump est un exemple pour nos enfants? De l'entendre parler des femmes ainsi, est-ce que ça brosse un portrait positif de ce qu'est notre société? La réponse, c'est non. [...] Il y a eu beaucoup de gens très déçus du fait que Bernie Sanders n'a pas gagné les primaires démocrates. On le voit, c'est une espèce de concours d'impopularité en ce moment et, d'ailleurs, ça pourrait avoir un effet sur le taux de participation le 8 novembre. [...] Mais on sent du cynisme, un certain désintérêt.»

— Frédérick Gagnon, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM



D Lire aussi · Recul du taux de chômage à la veille de l'élection présidentielle dans nos pages Économie. Page C 3

Papeterie
Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire agendas, papiers Lalo, papier St-Gilles, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau, sceaux, cires à cacheter.

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30



ABAT-JOUR ILLIMITÉS

L A M P S H A D E S

GRANDE VENTE

De **30%** à **70%** de rabais*
sur tous nos abat-jour en magasin

Excluant les commandes et les parchemins peints main. Aucun ajustement de prix sur les commandes ou achats antérieurs. Présentez ce coupon au moment de l'achat.

- Plus de 5 000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

Ouvert ce dimanche à Montréal

Montréal : 4875, Jean-Talon Ouest · (514) 344-8555 · 1 (866) 747-8555
Laval : 2267, boul. Le Corbusier · (450) 682-8280

* Pour un temps limité. www.abatjourillimites.ca

À L'ÉCOLE DE LA DIFFÉRENCE

Entre violence et douceur

TEXTE: JESSICA NADEAU
PHOTOS: JACQUES NADEAU

Avant même que les premières gouttes d'eau ne touchent le sol, William lève un bras frêle pour se rapprocher de la source. Il redresse la tête, puis c'est l'ex-sorsorielles qui se penchent sur son corps, sur ses paupières qui restent désespérément fermées. Son visage s'illumine. Il rit. Devant ce moment de grâce sublime, ce sont toutes les émotions du matin qui remontent à la surface. Elles se bousculent et s'entrechoquent au contact de ces enfants qui cumulent des diagnostics d'autisme et de déficience intellectuelle sévère.

Le quotidien, dans cette école spécialisée de Deux-Montagnes, c'est la violence qui cotoie la douceur, la tristesse et l'espoir, les miracles qui jaillissent du chaos. Des larmes coulent sur mes joues, comme l'eau de la douche sur le visage de William. Les mains de l'enseignante se posent doucement sur mes épaules. « C'est normal, tout le monde a cette réaction-là la première fois. »

William a 14 ans, mais il a l'air d'un enfant de 7 ans. Il est autiste, sourd et aveugle et présente une déficience intellectuelle. Pour diverses raisons, et malgré tout l'équipement dont dispose l'école pour permettre aux enfants d'avoir accès à la piscine, William ne peut se joindre à ses camarades de la classe des polyhandicapés pour le cours d'éducation physique. Mais le personnel a découvert récemment que l'enfant s'épanouit comme un fleur au soleil sous la douche. William reste donc sous le jet pendant que Maëly et Nicolas traversent la piscine. « Il trouve le moyen de sourire à travers ça. D'où ça vient, on ne le sait pas, mais c'est tellement beau... », s'émeut Lyne, préposée des élèves handicapés pour la piscine.

S'exprimer sans les mots

Pendant ce temps, dans la classe des grands, Valérie et les deux éducatrices tentent de ramener le calme. La journée est partie sur les chapeaux de roues. Plusieurs de ses neuf élèves sont « fragiles » ces jours-ci.

Avant même que les jeunes ne mettent les pieds dans la classe, Valérie, qui fait à peine 5 pieds, est obligée de se battre avec un grand gaillard de 20 ans pour qu'il remonte son pantalon descendu à la mi-cuisse, faite de ceinture. Quelques minutes plus tard, sans raison apparente, Nicolas, 15 ans, pique une crise. Anne-Marie, l'éducatrice, tente de calmer l'adolescent, mais c'est l'escalade. Agité, Nicolas frappe sur la table, se mord et hurle de plus en plus fort.

Valérie et Anne-Marie forcent cet enfant prisonnier d'un corps d'adulte à se poser sur un matelas de sol. Il se démeine, se contorsionne, comme traversé par des convulsions. Il se lève, saute, bat des bras comme s'il voulait s'envoler, puis s'écrase au sol en émettant des sons gutturaux qui déchirent le cœur.

Comme plusieurs de ses camarades, Nicolas ne parle pas. Dans le jargon du milieu, on appelle ça un « non-verbal ». Chacun s'exprime comme il peut, et cela passe souvent par une agressivité mal maîtrisée. « Ils ont changé sa médication », lance Anne-Marie en guise d'explication. Puis, quand Nicolas se calme un peu, Julie, l'autre éducatrice, l'amène dans la Snoezelen, une salle multisensorielle qui permet de stimuler les polyhandicapés et d'apaiser les plus anxieux. Aujourd'hui, on limite au minimum les effets: lumières tamisées, tube de bulles lumineuses et images apaisantes projetées sur le mur. Couché sur le ventre, Nicolas s'approche de la colonne d'eau et s'y accroche comme à une bouée. La crise est passée.

De l'obsession au rire

Mais la scène a perturbé toute la classe de Valérie. La belle Alexandra, 18 ans, qui mangeait ses gaufres tran-

quillement, interrompt son déjeuner. Elle se balance sur sa chaise, l'air désémparé. Anne-Marie propose de lui faire une tresse française pour la calmer.

Félix, 21 ans, commence à marcher à reculons dans la classe sous le regard découragé des éducatrices. Kathryn, 20 ans, repart dans ses obsessions rituelles: « Maman, Trois, scandé-t-elle sur un ton militaire. Maman, Kathryn. Deux. Yes! Yes! Yes! » Elle tape dans les mains de Julie, qui lui lance un retentissant « Bravo championne! ». Kathryn répètera les mêmes mots, les mêmes gestes, au moins une dizaine de fois dans la journée.

Sur la table centrale, Jean-Michel s'échine sur un casse-tête en bois. Gabriel, 21 ans, déplace des animaux de la

« Tous les êtres humains font des erreurs, Gabriel. Tu vas en faire toute ta vie. Regarde, moi, j'ai renversé tous les blocs tantôt, ce n'est pas grave. »

« C'est ma spécialité! » lance fièrement le jeune homme. Il doit résoudre des énigmes à partir d'un tableau composé de chiffres et de lettres. « La réponse, c'est 105? Oh, non! J'ai fait une erreur! » Gabriel est acablé.

Il se prend la tête à deux mains, sa voix devient celle d'un enfant de 3 ans. Valérie doit mettre plusieurs minutes pour lui remonter le moral, reconstruire son estime. « Tous les êtres humains font des erreurs, Gabriel. Tu vas en faire toute ta vie. Regarde, moi, j'ai renversé tous les blocs tantôt, ce n'est pas grave. »

Les exercices d'Alexandra sont plus faciles, mais elle se tort les mains à force d'efforts. Elle doit compter des seaux et encercler le chiffre qui y est associé. Elle peine à tenir le crayon et n'arrive pas à identifier le 7. Elle tente ensuite de compléter des suites logiques avec des pictogrammes: les fleurs avec les fleurs, les animaux avec les animaux. « Chaque élève a un horaire et un programme adapté, explique Valérie. Je ne peux dire qu'ils ont l'équivalent d'une première ou d'une troisième année, ce ne sont pas des niveaux comme ça. Ce qu'on enseigne, ça ne ressemble à rien. Pour moi, l'enseignement, ce n'est pas juste scolaire, c'est aussi l'hygiène corporelle, la vie domestique, la communication. On veut leur apprendre à vivre et à être le plus autonomes possible. »

Quand la minuterie sonne à nouveau, Alexandra passe au coin ordinateur. Elle demande à l'éducatrice de l'aider à aller sur YouTube. « Tu veux Justin Bieber ou Katy Perry? » La question nous rappelle qu'Alexandra n'est pas seulement une élève autiste avec une déficience intellectuelle. C'est d'abord et avant tout une adolescente qui adore la musique pop et les vidéoclips. Elle chante et tape des mains en écoutant *Teenage Dream*. Les rêves de la célèbre Californienne n'ont sans doute rien à voir avec ceux d'Alexandra. Mais qu'importe, c'est son petit moment de bonheur à elle.

Le devoir



En plus d'avoir un diagnostic d'autisme et de déficience intellectuelle, Maëly, 8 ans, souffre de cécité partielle. Elle semble aimer le contact de l'eau et le calme de la piscine, où elle évolue avec une certaine crainte malgré les encouragements de son éducatrice.

L'école des Érables à Deux-Montagnes

Commission scolaire Seigneurie des Mille-Îles. Fondation en 1977. Depuis 2007-2008, l'école a un mandat régional pour les élèves souffrant d'un trouble du spectre de l'autisme doublé d'une déficience modérée à sévère ou profonde. Elle dessert des enfants de cinq commissions scolaires, de Laval à Mont-Tremblant. L'école accueille 95 élèves, âgés de 5 à 21 ans, répartis dans 14 groupes.

Source: Fédération autonome de l'enseignement (FAE)



Nicolas, 15 ans, fait une crise au petit-déjeuner. Il frappe sur la table, hurle et se mord. Valérie, Anne-Marie et Julie tentent de le maîtriser et de le calmer.



Petit moment de répit à la récréation pour Jean-Michel, qui s'amuse sur une balançoire.



Médéric J. fait des mathématiques à l'ordinateur. Le jeune homme suit, à l'aide de ses doigts, le mouvement des personnages qui empiètent à l'écran des tonneaux dans un camion. « 1 + 3 = 4! », s'écrie-t-il, tout fier de lui.



Après la crise, Julie emmène Nicolas dans la salle multisensorielle pour le calmer. Il va y rester une vingtaine de minutes, couché sur un matelas dans la pénombre, avant de revenir en classe poursuivre sa journée.



Dans la classe des enfants polyhandicapés, un coin est réservé pour « la petite chambre », une maisonnette tout en textures pour stimuler les enfants comme Maëly.

Les écoles spécialisées au Québec

29 écoles spécialisées; 17 classes spécialisées dans des écoles ordinaires. De ces 46 écoles et classes spécialisées, une seule est auprès de la clientèle souffrant uniquement d'un trouble du spectre de l'autisme et 24 sont spécialisées pour les enfants souffrant d'un trouble du spectre de l'autisme doublé d'une déficience intellectuelle moyenne à sévère.

Source: Fédération autonome de l'enseignement (FAE)

ÉCOLE SECONDAIRE

Le nouveau cours d'histoire déplaît aux écoles anglophones

JESSICA NADEAU

Pour répondre aux préoccupations des parents, des professeurs et d'autres groupes de la communauté anglophone, la commission scolaire English-Montréal revendique des changements au nouveau cours d'histoire présentement enseigné dans ses écoles dans le cadre d'un projet-pilote.

«Le conseil des commissaires de la commission scolaire English-Montréal a entendu sa communauté et partagé ses préoccupations profondes concernant le contenu du cours d'histoire de secondaire 3 et 4», écrivent les commissaires dans une résolution adoptée à l'unanimité en septembre et envoyée ces dernières semaines au ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx.

Faisant écho à d'autres groupes, dont le Québec Community Group Network, les commissaires estiment que le nouveau programme «fait abstraction des contributions historiques des minorités linguistiques et culturelles de la province et fait la promotion d'une idéologie nationaliste biaisée».

Ainsi, ils demandent au ministre «de surseoir à l'approbation du nouveau cours d'histoire de secondaire 3 et 4 tant que des changements n'auront pas été apportés pour inclure une représentation plus juste des contributions historiques des communautés des premières nations, des anglophones et des allophones au développement de la société québécoise».

Message clair

En entrevue, la présidente de la commission scolaire, Angela Mancini, explique que différents groupes ont fait des représentations aux commissaires pour demander des changements. Les parents et les professeurs en particulier se sont montrés «inquiets» au sujet du nouveau cours qui est donné aux enfants, explique-t-elle.

En mai dernier, le ministre avait affirmé qu'il avait fait des modifications pour satisfaire notamment la communauté anglophone, mais sans être capable de donner des exemples précis. L'implantation obligatoire a également été reportée d'un an.

Il y a bien eu «des ajustements» dans ce nouveau programme, convient la présidente, «mais ce n'est pas assez».

«[Avec cette résolution], on voulait envoyer un message clair au ministre», précise-t-elle.

Sondage

Un sondage a été envoyé ces dernières semaines à tous les professeurs d'histoire des écoles de la commission scolaire English-Montréal pour tenter de préciser les événements historiques qui devraient être ajoutés au cours. «Les premiers résultats commencent à rentrer. On espère avoir un portrait complet pour le prochain conseil des commissaires, le 23 novembre prochain», répond la présidente Angela Mancini. La liste sera acheminée au ministre avec une demande explicite d'ajouter les éléments choisis au cours.

« [Le nouveau programme] fait abstraction des contributions historiques des minorités linguistiques et culturelles de la province »

Les commissaires de la commission scolaire English-Montréal

«Il faut faire vite, les gens sont inquiets. [Ils craignent] que le ministre adopte le programme final avant même que l'on puisse lui présenter nos demandes plus concrètes.»

Contrôle sur le curriculum

Cette démarche n'est toutefois pas suffisante pour certains commissaires, dont le commissaire et parent Andrew Ross, qui a pourfendu l'administration Mancini lors du dernier conseil des commissaires mercredi dernier. «Rien ne bouge, c'est très décevant. La raison spécifique pour laquelle le comité de parents a mis ce dossier en avant, c'était pour que cela engendre des changements dans le programme d'histoire. Alors, je demande, j'espère et je supplie la commission scolaire de prendre des mesures plus fortes afin d'encourager le changement dans ce programme.»

Certains commissaires ont exprimé le souhait d'avoir un plus grand contrôle sur le curriculum enseigné dans les écoles anglophones. Interpellée sur ce sujet, la présidente a rappelé que cela n'était pas prévu dans la loi et que c'était donc impossible, «à moins d'entreprendre des démarches légales à l'encontre du gouvernement».

«Pourrions-nous aller plus loin pour avoir un droit de regard sur le curriculum? Absolument, a répondu la présidente aux commissaires. En Ontario, et dans le reste du Canada, c'est exactement ce qui se passe. Au Canada, les minorités linguistiques ont beaucoup plus de contrôle que nous n'en avons ici au Québec sur les curriculums, y compris sur le curriculum du programme d'histoire. Nous n'avons jamais revendiqué ce genre de chose, et il y a des raisons d'être politiques, de travailler ensemble avec le gouvernement.»

En entrevue au *Devoir*, la présidente assure que le droit de regard sur le curriculum ne fait pas partie des revendications de la commission scolaire English-Montréal. «C'étaient des discussions pour comparer [ce qui se fait ici par rapport aux autres provinces], mais ce n'est pas une demande comme telle.»

Le Devoir



Les enseignants s'insurgent contre l'obsession de la note de passage à 60% : «Il y a continuellement des élèves qui n'atteignent pas ce seuil de réussite et qui sont promus au niveau supérieur.»

CONSULTATIONS EN ÉDUCATION

La quantité d'évaluations freine l'apprentissage

Les profs estiment perdre du temps avec les examens

JESSICA NADEAU

Les enfants passent trop de temps à se préparer aux examens et pas assez à apprendre, estime le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, qui envisage de diminuer le nombre d'évaluations au primaire et au secondaire.

«[Sur la question des évaluations], je fais certains constats, a soutenu le ministre Proulx, lors des consultations publiques sur la réussite éducative qui se tenaient à Montréal vendredi. Je remarque que, pas très loin de nous, en Ontario, le taux de diplomation est plus élevé. Et on se retrouve dans la situation où ils ont beaucoup, beaucoup moins d'évaluations qu'il y en a à l'école québécoise. On a 83 évaluations au primaire et au secondaire à l'école québécoise, et ils en ont 18. Est-ce que vous êtes de mon avis — je vais déclarer ma perception — qu'on pourrait peut-être évaluer moins, évaluer mieux, au bon moment, et arrêter de se préparer à un examen plutôt qu'en situation d'apprentissage?»

Les enseignants de Montréal, dont les syndicats s'étaient regroupés pour faire une présentation commune au ministre, se sont montrés favorables à l'idée. «Je vais être très honnête, Monsieur le Ministre, les professeurs qu'on représente, souvent, on les entend dire: "On passe notre temps à évaluer les enfants, on passe notre temps à les préparer à l'évaluation, vient un temps où on se demande quand est-ce qu'on a du temps pour enseigner", a répondu Mélanie Hubert, présidente du Syndicat de l'enseignement de l'ouest de Mont-

réal (SEOM), qui témoignait avec le Syndicat de l'enseignement de la Pointe-de-l'Île (SEPI) et l'Alliance des professeurs de Montréal, et dont les membres manifestaient devant l'hôtel Zéro 1, où se tenait la rencontre.

Cette dernière émet toutefois des mises en garde bien senties. «Évaluer moins? Possiblement. Mais si on évalue mieux. Ça va ensemble. Parce que si l'évaluation n'est pas significative, ce n'est pas plus utile. Et, surtout, il faudrait que l'évaluation soit prise en compte, parce qu'en ce moment, bien qu'il y ait un seuil de réussite fixé à 60%, il y a constamment des pressions sur cette note. Il y a continuellement des élèves qui n'atteignent pas ce seuil de réussite et qui sont promus au niveau supérieur. Et on ment aux parents ouvertement en leur disant que leur enfant réussit, alors que ce n'est pas le cas. La difficulté, pour nous, elle est là. L'évaluation doit servir de repère pour dire si ça va ou si ça ne va pas. Et si ça ne va pas, il va falloir mettre en place des choses, on ne peut pas continuer de faire semblant que ça va, parce qu'en ce moment, notre système diplôme des analphabètes fonctionnels.»

Redoublement

Le ministre a pris la balle au bond pour ramener le sujet sur la question du redoublement et sonder la position des enseignants de Montréal. «Rapidement, dans le parcours scolaire, il faudra être en mesure de faire l'évaluation des aptitudes en littérature, a soutenu le ministre. Et manifestement, on fait des examens, des évaluations, en lecture et en écriture. Mais peut-être qu'on devrait

avoir, à un moment ou un autre, un constat qui se fait pour l'ensemble des élèves du Québec sur les aptitudes pour être capable de poursuivre. Et je ne me trompe pas si je dis que vous avez comme position, dans certaines occasions, de revoir le redoublement? Ce qui n'est pas le cas actuellement pour la majorité des cas.»

La présidente du Syndicat de l'ouest de Montréal abonde dans le même sens. «Oui, il faudra repenser le système de redoublement, mais si le redoublement, à l'origine, n'était pas la solution, l'autopromotion actuelle ne l'est pas non plus.»

Inégalités sociales

La compétition entre les écoles, et plus particulièrement avec les écoles à vocation particulière, qui accentuent les inégalités au détriment des élèves issus de milieux défavorisés, comme le révélait le Conseil supérieur de l'éducation cette semaine, a également été relevée par plusieurs intervenants qui ont défilé devant le ministre vendredi. «Le problème, ce n'est pas les programmes particuliers et les projets de certaines écoles, lance Pascale Grignon, porte-parole du mouvement Je protège mon école publique. C'est le fait que les autres écoles et les autres élèves n'aient pas cette même chance. Il y a ici un réel enjeu d'accessibilité et d'équité. Ne nivelons pas vers le bas, côté stimulation. Au contraire! Inspirons-nous de ce qui motive et plaît et offrons-le à tous les élèves, qu'ils réussissent très bien ou non, dans toutes les régions.»

Le Devoir

À Noël, ABONNEZ VOS PROCHES ET PROFITEZ D'UN TARIF EXCEPTIONNEL!

25\$* LE 1^{ER} ABONNEMENT

15\$* CHAQUE ABONNEMENT ADDITIONNEL

OFFREZ AUTANT D'ABONNEMENTS QUE VOUS LE DÉSIREZ

QUÉBEC SCIENCE
La redécouverte du Saint-Laurent
8 numéros par année

GÉO PLEIN AIR
L'ADRENALINE AU SOMMET DU MAINE
6 numéros par année

VELO MAG
GUIDE D'ACHAT VÉLOS 2016
6 numéros par année

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 72% SUR LE PRIX EN KIOSQUE

VELO.QC.CA/NOEL
ou contactez le service à la clientèle au 514 521-8356 ou 1 800 567-8356, poste 504

*Cet offre d'abonnement se termine le 31 décembre en ligne et le 23 décembre par téléphone. Taxes en sus.

PROJET DE LOI 110

Plus de grèves, disent les syndicats

PATRICE BERGERON à Québec

Les citoyens doivent s'attendre à plus de grèves des transports en commun et des services municipaux: les syndicats ont fait savoir vendredi qu'une nouvelle loi du gouvernement Couillard les forcera à débrayer plus souvent.

Des dirigeants du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) ont annoncé vendredi qu'ils contesteront devant la Cour supérieure le projet de loi 110, adopté cette semaine, qui change les règles de négociations des conventions collectives dans le monde municipal.

Dans une conférence de presse commune à la Tribune de la presse parlementaire à Québec, ils ont aussi indiqué qu'ils entendent donner une raclée au gouvernement libéral aux

élections de 2018, qu'ils qualifient de «pire gouvernement antitravailleurs depuis celui de Maurice Duplessis», en raison des autres lois adoptées qu'ils jugent antisyndicales.

Selon les syndicats, le projet de loi 110 change l'équilibre des forces dans les négociations en donnant un avantage à la partie patronale, ce qui vient bafouer les droits des travailleurs. Résultat: ils devront exercer leurs moyens de pression beaucoup plus tôt, puisque la nouvelle loi prévoit, à la demande d'une des parties, l'intervention d'un mandataire nommé par le ministre, ce qui suspend le droit à l'arbitrage.

«Il va y avoir beaucoup plus de débrayages dans le transport en commun et les municipalités à cause de la loi», a expliqué le coordonnateur de la Fédération des employés des services publics (FEESP-CSN), Richard Fortin.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

Les pouvoirs du SCRS seront examinés

JIM BRONSKILL
à Ottawa

Le ministre responsable de l'Agence d'espionnage canadienne a annoncé, vendredi, que la consultation fédérale sur la sécurité nationale tentera de déterminer si le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) devrait avoir le droit de consulter le type de données personnelles qu'il a conservées illégalement pendant des années.

Dans un jugement rendu public jeudi, la Cour fédérale a statué que le SCRS a agi dans l'illégalité en conservant pendant dix ans des données personnelles dans le cadre d'un programme dont il n'avait pas informé le tribunal.

Le juge Simon Noël estime que le SCRS aurait dû communiquer ses activités à la cour puisqu'elles ne concernaient pas directement la sécurité nationale — et que le programme en question fonctionnait en vertu d'ordonnances judiciaires.

Le ministre de la Sécurité publique, Ralph Goodale, a appris en janvier que le SCRS gardait la main sur ces métadonnées depuis 2006. Cette information se trouvait dans un rapport du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS), déposé aux Communes par le ministre lui-même au début de l'année.

M. Goodale dit cependant avoir pris conscience de l'envergure de ce dossier il y a quelques semaines, quand le jugement préliminaire lui est parvenu.

Vendredi, le ministre a soutenu qu'un «principe fondamental de la vie privée au Canada» est que le SCRS devrait éviter d'accumuler des informations

concernant des personnes innocentes. Il n'a pu dire combien de Canadiens ont vu des informations les concernant être stockées, mais il s'agit selon lui d'un nombre «excessif».

Il s'est cependant montré ouvert à ce que le SCRS soit doté de l'autorité légale de conserver et analyser des données électroniques de citoyens qui ne posent pas une menace à la sécurité.

«Je veux entendre des conseils d'experts des deux côtés, a-t-il lancé en conférence de presse. Je ne devance pas la consultation.»

M. Goodale a également souligné que le rapport du CSARS et l'intervention de la Cour fédérale sont la preuve que le SCRS est gardé à l'œil.

Il a ajouté que son projet de loi C-22, qui crée un comité de députés et de sénateurs pour surveiller les agences comme le SCRS et la GRC, renforcera le système. Ce comité aura accès aux opérations en cours de ces agences, alors que le CSARS ne peut que revenir sur le passé du SCRS.

Jeudi, le directeur du SCRS, Michel Coulombe, a annoncé que l'agence avait cessé toute analyse et verrouillé l'accès aux données en question. Il a dit regretter que la cour «s'inquiète en ce qui a trait au respect de l'obligation de franchise» du SCRS.

La décision de la Cour fédérale signifie que de telles métadonnées ne peuvent être conservées et utilisées par le SCRS qu'à condition de concerner la défense nationale, les affaires étrangères, une enquête, une poursuite ou une menace précise à la sécurité du Canada.

La Presse canadienne

ESPIONNAGE DE JOURNALISTES

Ottawa ferme les yeux sur le passé

Aucun journaliste n'est surveillé actuellement par la GRC et le SCRS, dit Goodale

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Aucun journaliste n'est actuellement surveillé par la GRC et le SCRS... mais Ottawa n'a pas idée si cette situation a pu se produire dans un passé récent. Le ministre de la Sécurité publique, Ralph Goodale, ne l'a pas demandé. Et il n'a pas l'intention de le faire: c'est le présent qui compte, dit-il.

Pour M. Goodale, «la question porte sur ce qui se passe maintenant et nous pouvons offrir l'assurance que ce genre d'activité n'a pas lieu. Je ne sais rien sur les événements qui se sont produits lorsque nous [les libéraux] ne formions pas le gouvernement», a indiqué le ministre en point de presse.

Questionné à savoir s'il demanderait directement au patron du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) si des mandats de surveillance ont pu être lancés dans les cinq dernières années, Ralph Goodale a répondu que c'était précisément la «responsabilité du directeur de répondre aux questions opérationnelles».

Or, interrogé la veille à savoir si le SCRS a pu mettre des journalistes sous surveillance dans les dix dernières années, le directeur en question — Michel Coulombe — avait répondu: «Ce qui s'est passé au Québec ne se produit pas au niveau fédéral. Je ne commenterai pas plus que cela et je ne commenterai pas des questions opérationnelles.» Il avait ajouté qu'à «cause des mesures en place au niveau fédéral, une situation comme on voit présentement au Québec ne s'est pas produite et ne se produira [pas]».



Le ministre Ralph Goodale lors de la période de questions de vendredi

Reste qu'il existe un exemple contradictoire: en 2007, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) avait filé deux journalistes de La Presse... à la demande du SCRS.

Lors de la période de questions, M. Goodale a indiqué trouver «très inquiétantes» les révélations qui ont marqué la semaine au Québec — l'espionnage de plusieurs journalistes par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ou la Sûreté du Québec (SQ).

Le flou demeure sur ce que les forces policières ont fait des informations récoltées (notamment les registres des téléphones des animateurs de l'émission phare Enquête, de Radio-Canada). C'est dans ce contexte qu'un juge de la Cour supérieure du Québec a ordonné vendredi la mise sous scellés des informations tirées du téléphone cellulaire de Patrick Lagacé, chroniqueur à La

Presse espionné par le SPVM.

La commission d'enquête mise sur pied par Québec dans la foulée devra déposer son rapport «dans un délai relativement court», a pour sa part précisé le premier ministre Couillard vendredi matin. «On veut qu'ils travaillent bien, mais on ne veut pas non plus que ça s'éternise pour qu'on puisse passer à l'action.»

Le chef caquiste François Legault a réclamé que cette commission scrute attentivement la question de la nomination des directeurs de services policiers, de même que les relations entre policiers et dirigeants politiques.

«C'est un drôle de hasard que les deux derniers premiers ministres — du Québec, dès leur arrivée, aient changé le directeur général de la SQ, a-t-il fait valoir. Que Stéphane Bergeron [ancien ministre pé-

quiste de la Sécurité publique] sente qu'il a le droit d'appeler le d.g. de la SQ pour demander ce qui se passe avec son ami Michel Arseneault de la FTQ, c'est troublant.»

M. Legault a réitéré qu'il souhaite aussi une meilleure protection pour les lanceurs d'alerte que celle prévue dans la version actuelle du projet de loi 87 — qui ne protège pas un divulgateur qui s'adresse à des médias plutôt qu'aux instances internes. «Ce n'est pas pour rien que des policiers appellent des journalistes: c'est parce qu'en haut, c'est bloqué et ils n'ont pas le droit, quand ça concerne des politiciens, de parler», pense M. Legault.

Avec La Presse canadienne
Le Devoir

D Lire aussi • La confiance ébranlée, l'éditorial de Manon Cornéliier. Page B 4

Copeman passe dans le camp de Coderre

Élu sous la bannière de Coalition Montréal en 2013, le maire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Russell Copeman, a rejoint l'Équipe Denis Coderre vendredi. Cette annonce ne constitue guère une surprise puisque M. Copeman siège au comité exécutif de M. Coderre depuis trois ans. Le président de Coalition Montréal, l'ex-maire de Montréal Laurent Blanchard, s'est dit déçu de la décision de M. Copeman.

Rappelons qu'un autre élu de ce parti, le maire de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Réal Ménard, a déjà annoncé son intention de rejoindre l'équipe du maire Coderre en 2017. «Les autres [élus] entendent respecter le mandat reçu en 2013», a dit M. Blanchard.

Le Devoir

La Ville installe des radars photo autour des écoles

Les automobilistes pressés devront lever le pied de l'accélérateur dans certaines zones scolaires. Dès lundi, la

Ville de Montréal installera des radars photos aux abords de quatre établissements scolaires où le débit véhiculaire est élevé, soit autour des écoles Saint-Laurent, Marc-Laflamme, Lucien-Pagé et Christ-Roi. Et à compter du 17 novembre, six axes routiers seront surveillés par radars, parmi lesquels le boulevard Pie-IX, entre le boulevard Henri-Bourassa Est et la rue Notre-Dame-Est, et le boulevard René-Lévesque, entre les avenues Hope et Papineau. Montréal estime que la présence de radars contribue à réduire de 20 à 30% le nombre d'accidents.

Le Devoir

UM
de
portes ouvertes

3200, rue Jean-Brillant
Université-de-Montréal

dimanche 6 novembre de 10h à 16h

- Rencontres d'experts et d'étudiants
- Visites de pavillons
- Conférences

admission.umontreal.ca

Université de Montréal

Les **explorateurs** **DÉBROUILLARDS** **CURIUM**

Le cadeau idéal

Pour moins de **4 \$** par mois !

6 à 10 ans

9 à 14 ans

14 à 17 ans

« Comment donner le goût de la lecture et de la science à nos jeunes ? En les abonnant à un magazine éducatif et ludique ! Les Explorateurs, Les Débrouillards et Curium sont des magazines branchés sur les intérêts et besoins des jeunes Québécois et Québécoises qui veulent tout savoir !

Merci de nous faire confiance depuis 35 ans. »

F. Maltais
L'éditeur et fondateur,
Félix Maltais

Abonnez-les sur bayardjeunesse.ca/science ou au 1 866 600-0061 en mentionnant le code promo 17IINODV

PUBLICATIONS **bld**

ACTUALITÉS

Bernard Derome et Claude Jasmin parmi les lauréats des Prix du Québec

Bernard Derome, Claude Jasmin et douze autres personnalités se sont vu décerner les Prix du Québec dans les domaines de la culture et de la science, vendredi.

Le dévoilement des lauréats a été réalisé par le ministre de la Culture, Luc Fortin, ainsi que le ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, Dominique Anglade.

Parmi les récipiendaires figurent le romancier Claude Jasmin et l'ancien chef d'antenne de Radio-Canada, Bernard Derome.

La cinéaste autochtone Alanis Obomsawin, l'anthropologue Carole Lévesque et l'expert du cerveau humain, le docteur Alan Evans, font également partie du lot.

La liste de lauréats en matière de culture comprend

aussi Lorraine Vaillancourt, Noëlle Guilloton, Jules Bélanger, Rita Letendre ainsi que Renée Daoust et Réal Lestage.

John Hall, Mario Leclerc, Denis Richard et Michel Drouot ont obtenu la distinction dans le domaine des sciences.

«À la fine pointe»

Ce prix vise à reconnaître le parcours de Québécois «à la fine pointe de leur discipline», a souligné par voie de communiqué le cabinet du ministre Fortin, qui est également responsable de la protection et de la promotion de la langue française.

Ils recevront chacun une bourse de 30 000\$ à l'occasion de la 39^e cérémonie des Prix du Québec, le 9 novembre.

La Presse canadienne



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Bernard Derome est du nombre des 12 lauréats des Prix du Québec.

ÉTUDE

Moins de lait et de boissons gazeuses et plus d'eau dans les paniers d'épicerie

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Les Québécois mettent un peu moins de boissons sucrées dans leur panier d'épicerie depuis 2010, mais ces dernières occupent toujours une part trop importante des achats, révèle une étude de l'Institut national de santé publique (INSPQ) publiée vendredi.

La part du lait et de l'eau a augmenté, passant de 49 à 51% des achats de boissons non alcoolisées entre 2010-2011 et 2013-2014, pendant que la part des boissons sucrées diminuait. Puisque le lait connaît un recul, c'est surtout à la popularité de l'eau embouteillée que l'on doit ces résultats.

De plus, ce sont les achats de boissons gazeuses qui ont connu le recul le plus important, soit de 18%.

Le lait est la boisson la plus présente dans les paniers d'épicerie, mais il a connu un recul de 10% pendant la période étudiée. L'eau a remplacé les boissons gazeuses en deuxième place à compter de 2012-2013.

Encore trop de boissons sucrées

Reste que les options moins «santé» comptent encore pour près la moitié des achats de boissons.

«Les résultats sont encourageants avec la diminution observée pour les boissons gazeuses», observe la chercheuse et auteure principale de l'étude, Laurie Plamondon. Mais alors que le lait a des apports nutritifs intéressants et devrait être consommé chaque



MICHAËL MONNIER LE DEVOIR

Les achats de boissons gazeuses ont connu un recul de 18%.

jour, la proportion ne devrait pas être la même que pour des boissons comme les jus et autres boissons sucrées, qui devraient être consommées à l'occasion.»

Certaines boissons qui doivent être consommées en quantité limitée jouissent d'ailleurs d'une popularité grandissante, comme les laits aromatisés et les boissons énergisantes.

Globalement, les options «à favoriser» comptaient pour 51% des achats en 2013-2014, les boissons «à consommer avec modération» pour 29%, et les boissons «à limiter» pour 27%. Les boissons «à favoriser»

comprennent le lait nature et l'eau plate. Les chercheurs classent les jus de fruits purs, les jus de légumes, les laits aromatisés, les boissons de soja et les boissons gazeuses diètes dans la catégorie «à consommer avec modération», alors que la catégorie «à limiter» comprend les boissons gazeuses ordinaires, les boissons aux fruits et les boissons énergisantes. Le lait de soja nature et non sucré n'a pas été inclus dans la catégorie à favoriser, car il était assimilé à la même catégorie que les laits de soja sucrés dans la base de données.

que, devant la perte de terrain des boissons gazeuses, les fabricants tentent de regagner des parts de marché grâce à l'eau et d'autres types de boissons.

Les chercheurs ne s'avancent pas du côté des solutions, alors que de plus en plus d'acteurs réclament une taxe sur les boissons sucrées. «Le lait coûte deux fois plus cher que les boissons sucrées, l'accessibilité économique a son rôle à jouer dans les achats», remarque M^{me} Plamondon.

Le prix de l'eau embouteillée, des laits aromatisés et des boissons énergisantes ont reculé pendant la période étudiée.

Les chercheurs de l'Institut de santé publique du Québec (INSPQ) ont étudié les paniers d'épicerie des Québécois entre 2010 et 2014. Les données proviennent de la base de données Market Track, qui comptabilise les achats à la caisse des consommateurs. Entre 592 et 834 bandes par an ont été visitées, incluant les Provigo, Loblaws, Maxi, IGA, Métro, Super C, Walmart, Target et Zellers. C'est grâce à Québec en forme que l'INSPQ a pu acheter des données. Les boissons achetées en dépanneur ou dans de petites épiceries ne sont pas comptabilisées.

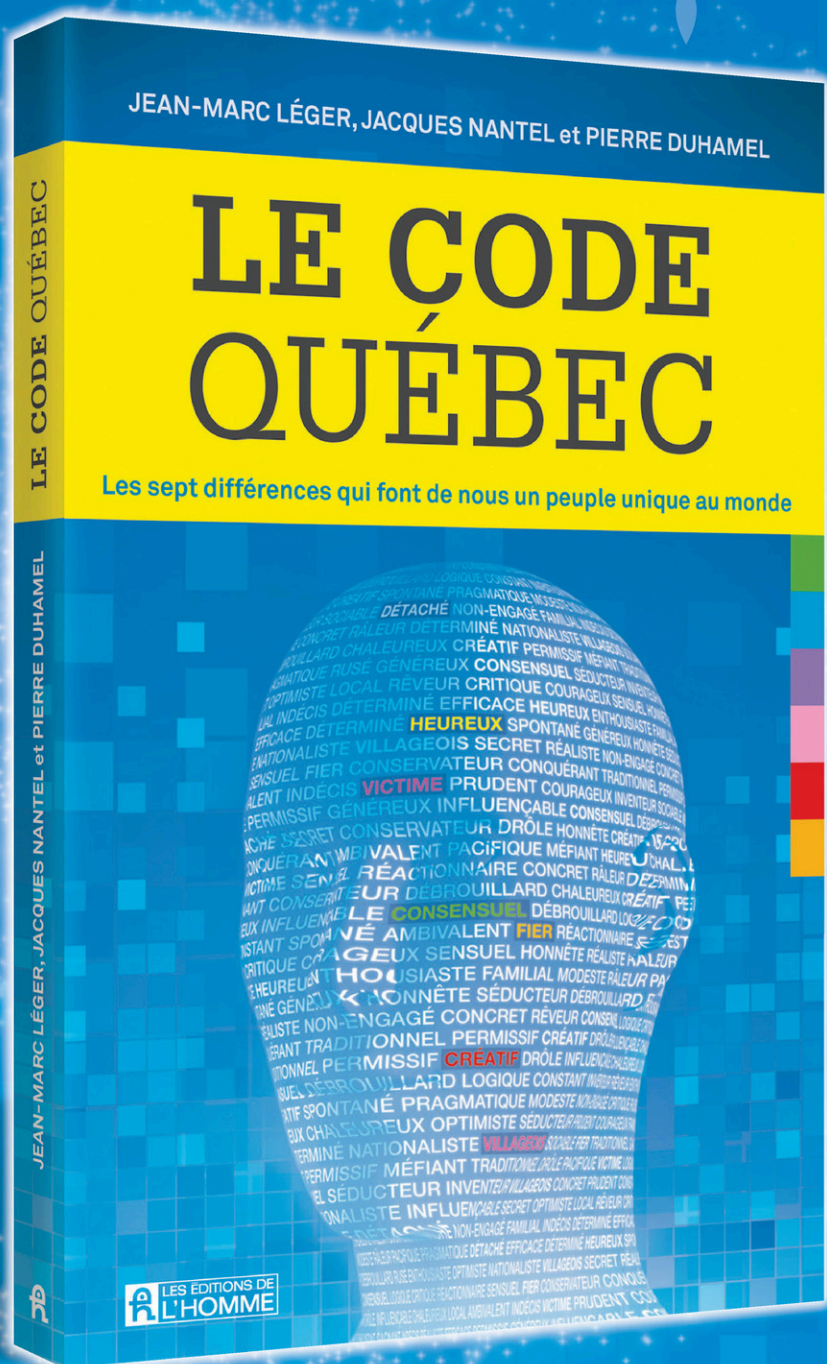
Le Devoir

L'eau embouteillée est populaire

Les résultats mettent aussi en relief la popularité de l'eau embouteillée, avec une hausse de 21% pendant la période étudiée. Même si l'eau est la boisson à privilégier pour s'hydrater, rien n'indique que l'eau embouteillée augmente la quantité d'eau totale ingérée, puisqu'elle peut simplement venir remplacer l'eau du robinet, remarque M^{me} Plamondon. L'augmentation du nombre de bouteilles de plastique en circulation pose par ailleurs des enjeux environnementaux, souligne l'étude.

M^{me} Plamondon souligne

Offrez le Québec en cadeau pour Noël



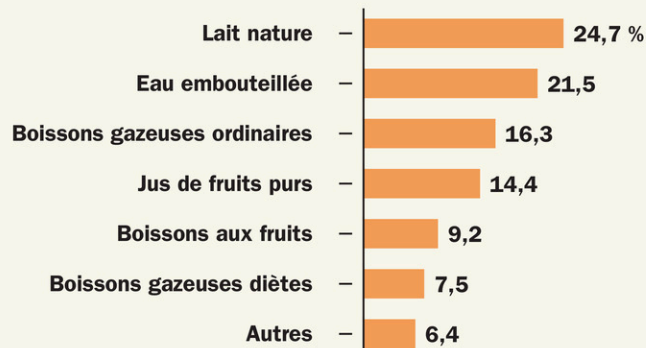
JEAN-MARC LÉGER, JACQUES NANTEL et PIERRE DUHAMEL



Livres papier et numérique en vente maintenant

LES ÉDITIONS DE L'HOMME
Une société de Québecor Média

Boissons achetées en supermarché 2013-2014 (% de litres)



Congédié?

Voyez **François Gendron** avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

Sophie DOWNS M.Ps.

Psychologue clinicienne
Médiatrice familiale

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

- psychothérapie individuelle
- psychothérapie conjugale
- médiation familiale

T 514 861-0630

À LA MÉMOIRE

DE TOUTES LES VICTIMES DES GUERRES

Le Collectif Échec à la guerre mène présentement au Québec sa 6^e campagne annuelle du coquelicot blanc. Dans ce contexte, un grand nombre d'individus et d'organismes ont pris l'engagement suivant :

- Parce que nous nous inquiétons de l'escalade des tensions dans le monde, particulièrement celles qui opposent l'OTAN et la Russie en Syrie et en Europe orientale
- Parce que nous nous opposons à la participation du Canada à cette escalade et à la propagande de guerre qui s'y rattache
- Parce que nous constatons que le gouvernement Trudeau, malgré sa prétention à jouer un « nouveau rôle » dans le monde, poursuit les politiques militaristes du gouvernement précédent : envois plus importants de troupes en Irak et en Europe de l'Est, ventes d'armements à l'Arabie saoudite, dépenses militaires astronomiques, etc.
- Parce que nous nous indignons face aux conséquences effroyables des guerres en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, au Yémen pour des millions de personnes civiles (mortes, blessées, violées, traumatisées, déplacées, réfugiées)
- Parce que nous refusons que les commémorations officielles du Jour du Souvenir ignorent ces victimes – beaucoup plus nombreuses que les victimes militaires – et qu'elles servent à glorifier la guerre

Nous porterons le coquelicot blanc jusqu'au 11 novembre prochain et nous vous invitons à le porter aussi pour dire NON à la guerre et aux politiques militaristes du Canada.

« Comme jamais, nous sommes conscients des effets de la guerre sur les victimes civiles: des millions de personnes tuées, déplacées, violées, handicapées, kidnappées, orphelines... Portons le coquelicot blanc pour préserver leur mémoire. »
Ariane Émond, porte-parole de la campagne du coquelicot blanc 2016



crédit: Dominique Lafont

« ... C'est par le souvenir des victimes — et non la glorification de la guerre et l'occultation de ses ravages — qu'on peut éviter de répéter les horreurs passées. »
François Avard, porte-parole de la campagne du coquelicot blanc 2016



crédit: Chah

Portons le
coquelicot blanc



À la mémoire
de toutes les victimes de la guerre
Contre la guerre et le militarisme

Jusqu'au 11 novembre
Portons-le!

INDIVIDU.E.S

Arnold Aberman
Gisèle Ampleman
Rachad Antonius
Michèle Asselin
Viviane Aubé
Angèle Aubin
Jiad Awad
Louis Azzaria
Maryse Azzaria
Bineta Ba
Denise Babin
Sylvie Babin
Jean Baillargeon
Normand Beaudet
Céline Beaulieu
Guylaine Bélanger
Dyane Belhumeur
Michèle Benoit
Suzanne Benoit
Marianne Benoit
Simonne Bernier
Clothilde Bertrand
Nesrine Bessaïh
Marguerite Bilodeau
Jean Binette
Muriel Bittar
Dominique Boisvert
Louise Boivin
Claude Boucher
Ginette Boudreau
Monique Boudreau
Joane Bourget
Gisèle Bourret
Mathieu Boyd
John Bradley
Louise Breton
Marianne Breton-Fontaine
Jacques Brodeur

Marie Brodeur-Gélinas
Andrée Brosseau
Denise Brouillard
Nancy Brown
Michelle Brulé
Denise Brunelle
Raphael Canet
Catherine Caron
Manon Cataford
Josette Catellier
Alain Chagnon
Judith Champagne
Lionel Chartier
Suzanne-G. Chartrand
Mireille Chilloux
Juan Carlos Luis Chirgwin
Véronique Cimon
Bill Clennett
André Cloutier
Normand Comte
Louise Constantin
Céline Cyr
Christine Dandenault
Philippe Robert de Massy
Gisèle Delarosbil
Lise Demers
Madeleine Desnoyers
Jean-Marie Desroches
Michou Desrosiers
domlebo
Claire Doran
Gérald Doré
Nathalie Drouin
Emily Drysdale
Martin Duckworth
Marcel Duhaime
Christine Dumas
Christine Eddie
Martine Eloy
Ariane Émond

Ginette Faubert
Ghyslaine Fleury
Ormsby Ford
Francine Fournier
André Francoeur
André Frappier
Pascale Frémond
Christiane G.
Julie Gabriele
Clara Galan Tello
Élisabeth Garant
Diane Gariépy
Bernard Gauvin
Lorraine Guay
Sylvie Gendron
Normand Gilbert
Xavier Gillet
John Gilmore
Hélène Gobeil
Kim Grenon-Morin
Lorraine Guay
Monique Hamelin
Danny Heap
David Heap
Margaret Heap
Marilyn Hébert
Renée Héту
Jean-Luc Héту
Nicole Jetté
Hélène Jolin
Fred Jones
Steven Kaal
Molly Kane
Stephanie Kelly
Jooneed Khan
Denis Kosseim
Michel Laberge
Éric Labonté
René Lachaine
Danièle Lacourse

Suzanne Lalande
Alain Lalonde
Serge Lalonde
Raymond Lamborelle
Ève Lamont
Jean-Claude Landry
Claire Lapointe
Claudie Lavallée
André Le Corre
Dominique Lebeau
Marie-Paule Label
France Leblanc
Vincent Leclair
Anne Leclerc
Charlotte Leduc
Annick Legault
Etienne Legault
Raymond Legault
Denis Lemelin
Charles Lemieux
Francis Lemonde
François Lépine
Richard Lépine
Dominique Leprévost
Andrea Levy
Lucie Lippé
Abby Lippman
Suzanne Loiselle
Farida Mohamed
Robert Mahood
Evelyne Major
Geneviève Manceaux
Laureen McLaughlin
Céline Métivier
Françoise Miquet
Farida Mohamed
Serge Mongeau
Ken Monteith

Charles Montpetit
Hélène Morin
Ed Napier
Myriam-Zaa Normandin
Gaby Ouellette
Catherine Paquin
Rachel Payment
Anita Pereira
Claude Perron
Dominique Peschard
Karine Peschard
Caroline Proulx-Trottier
Marlène Rateau
Louise Rivard-Plouffe
Mercédeez Roberge
Nora Robichaud
Michel Roy
Marianne Roy
Blanche Roy
Barbara Rufo
François Saillant
Madeleine Samson
Josée Sarrazin
Christiane Sibillotte
Marcelle Sinclair
Carol Schwartz
Danny Taylor
Jeannette Thiffault
Eve Torres
Jacques Tousignant
Carmina Tremblay
Céline Trudeau
Claude Vaillancourt
Constance Vaudrin
Felip Vicencio-Heap
Florent Villeneuve

ORGANISATIONS

Alternatives
Antennes de paix
Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
Avec des Elles
Carrefour d'éducation à la solidarité internationale-Québec
Centre international de solidarité ouvrière (CISO)
Centre Terre Sacrée
Coordination du Québec de la Marche Mondiale des Femmes (CQMMF)
Comité de solidarité/Trois-Rivières (CS/3R)
Congrégation des Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie
Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM - CSN)
Fédération autonome de l'enseignement (FAE)
Fédération des Femmes du Québec (FFQ)
Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)
Femmes de Diverses Origines
Femmes en Mouvement
Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
Groupe solidarité justice (CND)
L'Autre Parole
LaVOIEdesFemmes

L'Entraide missionnaire
Ligue de la jeunesse communiste du Québec (LICQ)
Ligue des droits et libertés (LDL)
MÉPACQ
Parti Communiste du Québec (PCQ)
Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ)
Québec Solidaire (QS)
Québec Solidaire – Chicoutimi
Regroupement des Femmes de la Côte-de-Gaspé
Religions pour la paix
Réseau québécois des groupes écologistes du Québec (RQGE)
Service de préparation à la vie (SPV)
Sœurs auxiliaires
Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge de Nicolet
Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie
Solidarité Ahuntsic
Syndicat de l'enseignement de l'Ouest de Montréal (SEOM)
Syndicat des employés(es) de Développement et Paix
Syndicat des enseignantes et enseignants du cégep Montmorency (SEECM)
Syndicat du personnel enseignant du Collège Ahuntsic (SPECA)
Table de pastorale sociale, diocèse de Saint-Jean – Longueuil

La publication de cette page a été rendue possible grâce aux contributions de 194 individu.e.s et de 41 groupes.

VIGILE
à la mémoire de toutes les victimes des guerres
Vendredi 11 novembre 2016, 10h30
Place du Canada (angle Peel et René-Lévesque Ouest) à Montréal

Pour vous procurer des coquelicots blancs et pour toute information : www.echecalaguerre.org / info@echecalaguerre.org / 514-919-7249

ACTUALITÉS

Le patron de la SQI doit remonter le moral de ses troupes

Les fraudes présumées et les commentaires de l'ex-ministre Jérôme-Forget ont ébranlé les employés

ROBERT DUTRISAC

Correspondant parlementaire à Québec

Les employés de la Société québécoise des infrastructures (SQI) sont bouleversés par les révélations de fraudes présumées au sein de la Société immobilière du Québec (SIQ), entité que la SQI a absorbée en 2013. Mais ils sont surtout outrés par les propos tenus par Monique Jérôme-Forget, l'ex-présidente du Conseil du trésor, qui a traité la SIQ de « gang de pas bons ». Tellement, que le p.-d.g. de la SQI, Luc Meunier, a senti le besoin d'intervenir auprès d'eux.

« C'est important, dans la confusion, qu'il y a pu avoir dans certains propos hier [jeudi] de bien les rassurer en leur disant : ces gens-là sont des professionnels, ils travaillent dans l'intérêt public », a livré au *Devoir* Luc Meunier vendredi.

Le p.-d.g. a fait parvenir au personnel de la SQI un message à la suite de la diffusion d'un reportage de Radio-Canada sur des présumées fraudes de plusieurs millions qui auraient profité, entre 2004 et 2006, à quatre libéraux notoires, soit Marc-André Fortier, alors président de la SIQ, un organisateur, William Bartlett, et deux importants collecteurs de fonds, Franco Fava et Charles Rondeau.

« Vous êtes sans doute nombreux à avoir regardé le reportage diffusé à Enquête hier [jeudi] soir, et je comprends que vous puissiez être ébranlés et choqués par les révélations qui y ont été faites et par les propos durs tenus par certains intervenants », écrit Luc Meunier dans son message.

« Ces gens-là sont des professionnels, ils travaillent dans l'intérêt public »

Luc Meunier, p.-d.g. de la SQI

Dans ce reportage, Monique Jérôme-Forget, la ministre qui était responsable de la SIQ, a confié qu'elle n'avait aucun intérêt pour cette société d'État qui n'avait « pas d'envergure ». Impossible d'attirer à son conseil d'administration des gens compétents, estimait-elle. « C'est une gang de pas bons », a-t-elle dit.

En désaccord

Luc Meunier n'est évidemment pas de cet avis. « Je crois fièrement en la mission de notre organisation et au rôle essentiel qu'elle accomplit au sein de l'État québécois. Je crois également en votre professionnalisme, votre compétence et votre dévouement », écrit-il.

Dans un courriel envoyé à Radio-Canada, vendredi matin, pour refuser une entrevue radiophonique, Monique Jérôme-Forget a qualifié de « malheureuse » l'expression de « pas bons ». L'ancienne ministre écrit qu'elle les trouvait « sans envergure », mais qu'elle ne les soupçonnait pas de malhonnêteté. Elle se dit « sidérée » par l'ampleur de la fraude, ampleur qu'elle ne

connaissait pas au moment de l'entrevue.

Toutes les personnes mêlées à cette affaire ont quitté l'organisation, a signalé Luc Meunier. Au moment de sa création en 2013, la SQI s'est dotée d'un conseil d'administration entièrement renouvelé, formé d'administrateurs choisis en fonction de leur « profil de compétence », selon des règles de gouvernance exigeantes, qui sont inscrites dans sa loi constitutive.

C'est il y a trois ans que l'Unité permanente anticorruption (UPAC) a informé la SQI de l'existence d'« irrégularités » entourant la vente de trois immeubles, soit Place Québec et l'immeuble J.-A.-Tardif à Québec, et le 500 René-Lévesque Ouest, à Montréal. Monique Jérôme-Forget, dans sa volonté de « réingénierie », souhaitait que la SIQ se débarrasse de certains de ses immeubles.

L'UPAC a demandé à la SQI de procéder à un examen administratif de ces transactions, une tâche que la direction de la société d'État a confiée à la firme Accuracy, qui a produit, depuis, trois rapports.

Les actes de vente contiennent une clause tout à fait anormale qui force l'État, comme locataire, à défrayer tous les travaux majeurs que requièrent les immeubles, tels que décidés par les propriétaires, au prorata de l'espace que le gouvernement occupe. Cette clause, « c'est un scandale qu'elle soit là », s'est indigné Luc Meunier. La SQI a reçu une première facture de quelque 40 millions pour l'immeuble J.-A.-Tardif; elle a refusé de payer. Avec l'aide d'Accuracy, la SQI a réduit la note à 13 millions, un montant qu'elle n'a pas d'au-

tre choix que de payer, a indiqué le p.-d.g.

Le même scénario s'est répété pour Place Québec, mais la facture est moins lourde. La SQI l'a contestée et le différend n'est pas réglé.

La SQI entend poursuivre les fraudeurs au civil. Mais elle ne pourra le faire avant que la cause criminelle soit entendue et que les protagonistes soient condamnés. Bien des années s'écouleront avant que le gouvernement puisse espérer recouvrer ses billes.

Legault veut forcer le PLQ à payer

À Montréal, le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, a réclamé que le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) suspende le financement public du Parti libéral du Québec jusqu'à cette affaire soit tirée au clair.

Philippe Couillard estime que le chef caquiste « s'égare ». En marge d'une conférence de presse à Montréal, le chef libéral a fait valoir que le financement de son parti est aujourd'hui « largement irréprochable », puisque la loi a été modifiée, imposant une limite de 100 \$ par donateur, par parti, et que le PLQ a changé ses pratiques. Quant à ses liens avec William Bartlett, qui fut l'un de ses organisateurs pour son élection dans Jean-Talon en 2007, il s'agit d'un simple « bénévolat ». Il a accusé ses adversaires de faire « une tentative déplorable de culpabilité par association ».

Le Devoir

Lire aussi · La culture libérale.

La chronique de Michel David. Page B 3



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le pavillon pour la Paix est le cinquième édifice du « campus muséal ».

MUSÉE

SUITE DE LA PAGE 1

met d'asseoir, avec ce pavillon de teneur humaniste, la réputation de Montréal comme « capitale du vivre-ensemble ». Notons que la Ville a investi 4,8 millions pour l'élargissement des trottoirs autour du musée, notamment ceux de la rue Bishop, dont bénéficiera aussi l'Université Concordia.

Il y a eu de la fierté et de l'émotion parmi ceux qui ont pris le micro, notamment Sari Hornstein, fille des mécènes à l'origine du nouvel agrandissement. « Ils ont eu un appel qu'ils n'ont pu refuser », a-t-elle dit au sujet de ses parents. La donation Michal et Renata Hornstein comporte 77 œuvres, dont un bon lot, les peintures du siècle d'or hollandais, forme l'essentiel du 3^e étage du pavillon de la Paix.

Trois fois plus d'œuvres

La course contre la montre a été gagnée. Non sans effort. Une semaine avant l'inauguration officielle, les œuvres arrivaient à peine dans les salles. Il a fallu travailler jour et nuit, selon Nathalie Bondil. Les représentants des médias ont découvert vendredi un musée tout beau tout chic, à quelques détails près.

La veille, la directrice du musée se montrait minutieuse dans son inspection des salles. Un cartel associé à la mauvaise œuvre aussitôt retiré, deux petites sculptures mal orientées aussitôt notées, un panneau sale photographié avec son cellulaire...

L'œil n'est pas seulement celui d'une patronne, mais aussi celui d'une auteure : c'est elle, l'architecte de la muséographie et du programme artistique. Certes, elle n'a pas travaillé seule, appuyée à la scénographie par Sandra Gagné, chef de service des expositions, mais elle n'a fait appel à l'équipe de conservation que parcimonieusement.

« J'ai mis trois fois plus d'œuvres », dit Nathalie Bondil, faisant remarquer qu'un « bond » de 150 % plus de pièces exposées a été orchestré depuis 2010. L'arrivée en 2011 du pavillon d'art canadien

n'avait pas seulement libéré de l'espace.

« Le redéploiement de 2011 a été très important, affirme-t-elle. C'est ce qui a incité les Hornstein à faire leur donation. Quand on montre de l'amour aux collections, ça rassure les collectionneurs. »

Mélange de trésors du MBAM, icônes comme pièces méconnues, de prêts privés ou institutionnels, cette grande exposition a de nombreuses surprises. Nathalie Bondil en est plutôt fière. La salle consacrée à l'époque romantique ne comporte, dit-elle, que des nouveautés, dont celle du grand tableau *Funérailles d'un officier de marine sous Louis XVI* (1836), huile d'Eugène Isabey acquise en 2013 lors d'une prestigieuse foire.

« Il a de la gueule, hein ! » s'exclame celle qui est aussi conservatrice en chef de l'établissement.

Un Monet restauré par là, un Sisley réévalué par ici, le verso d'un Dalí enfin exposé, ailleurs plein de rapprochements inusités. Dans la salle de la Renaissance, tout en haut du pavillon, surgit un Vasari, *La circoncision*, prêté par l'oratoire Saint-Joseph. La grande huile sur bois a jadis appartenu au MBAM, puis été vendue aux enchères. La voilà de retour.

« On peut raconter une histoire cohérente, pas tout, il manque des trucs, mais on raconte une histoire vraiment articulée, structurée, qui a du sens. Pour quelqu'un qui veut apprendre l'histoire de l'art, qui veut découvrir les grands mouvements, eh bien, il peut le faire ici », soutient Nathalie Bondil, devant une série de noms associés à l'histoire de l'abstraction américaine.

À ses yeux, le MBAM peut enfin afficher l'ampleur de son identité, « un pied du côté de l'histoire de l'art anglaise, un pied du côté de l'histoire de l'art française ».

« C'est ce que je trouve singulier dans ce musée. Et c'est ça qu'il faut montrer, finalement. Une histoire qui est particulière, [qui] ne ressemble pas à [celle] des musées américains et même du Canada. C'est une collection montréalaise. »

Le public pourra découvrir les lieux à compter du 19 novembre. L'entrée sera libre jusqu'au 15 janvier.

Collaborateur Le Devoir

MARIJUANA

SUITE DE LA PAGE 1

de se tourner vers la marijuana médicale pour soulager leurs souffrances. Mais à chaque mal son propre remède, insiste Fabian Henry. Et voilà toute son expertise, argue-t-il : savoir proposer la bonne souche de cannabis ou le bon mode de consommation pour apaiser différents maux. Et c'est pour s'assurer que ses confrères ont accès aux bons remèdes qu'il a conclu, plaide-t-il, des ententes financières avec « la majorité » des 35 producteurs de marijuana médicale au pays détenant une licence — qu'il refuse d'identifier.

« Certains d'entre eux ont la souche nécessaire pour des gens qui souffrent de douleurs chroniques. Certains d'entre eux ont la bonne souche pour le TSPT [trouble de stress post-traumatique]. On essaie de recommander [les producteurs] qui ont le bon médicament, le meilleur médicament, et on laisse le patient décider », fait valoir M. Henry en entretien avec *Le Devoir*. En retour, Marijuana for Trauma récolte des primes de la part des producteurs.

Le directeur financier de l'entreprise, Edwin Corey, plaide quant à lui que c'est en échange de « services rendus » aux clients de ces producteurs de marijuana médicale. « Nous avons un contrat avec les producteurs licenciés, afin de fournir des services éducatifs à leurs clients en leur nom », a indiqué M. Corey au *Devoir*, en refusant de préciser davantage la nature de ces ententes. S'agit-il d'une somme fixe par patient référé à un producteur en question ? Ou d'un pourcentage des produits prescrits ? « Je ne veux pas rentrer là-dedans », a martelé M. Corey en se contentant de parler de « redevances ». Les profits servent à « financer toutes nos opérations », tant les salaires du patron Fabian Henry ou des « coachs en cannabis » que les opérations des centres de MFT, a-t-il indiqué.

Les directives de Santé Canada somment les producteurs de marijuana médicale de « veiller à ne pas se trouver dans des situations qui pourraient compromettre la santé et la sécurité de patients, en offrant par exemple à un particulier ou à une organisation des modalités de paiement direct ou indirect ».

Dès l'été 2015, Fabian Henry

Consommation de cannabis chez les vétérans

	Dépenses du fédéral	Nombre de vétérans
2013-2014	408 810 \$	112
2014-2015	5 160 740 \$	628
2016-2017	25 000 000 \$ (projections)	

Source : vérificateur général, mai 2016



9200 \$

C'est la somme par vétéran que débourse chaque année le gouvernement fédéral pour payer la marijuana médicale. Ottawa rembourse un maximum de 10g par jour.

reconnaisait avoir conclu ces ententes commerciales avec des producteurs de cannabis. Il n'a jamais reçu de coup de fil du ministère fédéral, qui n'a pas non plus sévi contre les producteurs. « Santé Canada n'a pas à ce jour pris de mesures de conformité et d'application de la loi à l'endroit de producteurs autorisés pour des paiements relatifs à l'aiguillage de clients, confirmait au *Devoir* le ministère cette semaine. Si jamais on portait à l'attention de Santé Canada qu'un producteur autorisé participe à des paiements en contrepartie d'une recommandation, le ministère ouvrirait une enquête et prendrait les mesures de conformité et d'application de la loi », a plaqué un porte-parole en encourageant « toute personne qui a des preuves [...] de telles activités » à communiquer avec Santé Canada.

Fabian Henry trouve-t-il éthique de diriger des vétérans souffrant de TSPT vers des producteurs de marijuana qui lui refilent des profits ? « On dit aux patients qu'ils ont droit d'aller voir où ils veulent », rétorque-t-il.

Tant M. Henry que M. Corey ont par ailleurs reconnu que des médecins toucheraient eux aussi des redevances de la part de producteurs de marijuana médicale, par l'intermédiaire de tierces parties. *Le Devoir* a tenté de contacter deux médecins des Prairies qui, selon nos informations, feraient des consultations par télé-médecine avec des clients québécois de Marijuana for Trauma. Ni l'un ni l'autre n'a rendu nos appels.

Fabian Henry condamne la

pratique, arguant que ces médecins sont déjà payés par les provinces. Il n'a pas su préciser si les médecins avec qui il fait affaire profitent de tels cachets. « Pas à ma connaissance », a de son côté affirmé Edwin Corey.

Puisque rares sont les médecins qui acceptent de prescrire du cannabis médical, Marijuana for Trauma dirige ses clients vers un groupe de docteurs qui y sont ouverts. MFT épaulé ces médecins en leur offrant des conseils — quelles souches soulagent quels problèmes — et les aide à remplir les documents qui permettront aux patients de se faire rembourser par le ministère des Anciens Combattants. MFT ne compte pas encore de médecin partenaire au Québec.

Grands consommateurs

Le ministère des Anciens Combattants rembourse l'achat de marijuana médicale en vertu de son programme d'assurance médicaments. Et la consommation est en forte hausse. Alors que la facture de cannabis médical atteignait 40 000 \$ en 2013-2014, le vérificateur général prédisait au printemps dernier qu'elle représenterait près du tiers des coûts de médicaments remboursés par le ministère fédéral en 2016-2017 pour se chiffrer à 25 millions. Les vétérans ont droit à un maximum de 10g par jour — Fabian Henry consomme lui-même cette dose maximale. Ils consomment en moyenne 9200 \$ de cannabis par année, avec un prix moyen de 11,26 \$ le gramme.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com